

intéressée, mais pas à \$150 l'action. Et voilà, c'est une idée qui est venue à l'esprit de gens qui bavardaient en prenant du café, l'un demandant ce que l'autre attendait pour lui faire une offre. Je n'ai rendu que l'essentiel de cet entretien. Je suppose que les directeurs se sont réunis pour décider que l'offre serait de \$120.

Comme je le disais hier soir, c'est comme si on décidait de vendre la moto de son fils qu'il n'a pas touchée depuis qu'il va à l'université. Quelqu'un demande si la moto est à vendre et vous dites oui. Dans le cas qui nous intéresse, il n'y a pas vraiment eu d'évaluation des actifs de l'entreprise, aucune évaluation des actifs dans le domaine de la production, de l'exploitation, des nouvelles sources d'énergie. Car s'il y avait eu une évaluation, on aurait sûrement conclu que ce n'était justement pas le genre d'entreprises que le gouvernement devait acquérir en premier lieu.

J'ai fait un examen critique du portefeuille de la compagnie et de ses états financiers. C'est vrai qu'elle possède un petit intérêt dans l'exploitation des sables bitumineux. Mais elle s'occupe essentiellement de vente au détail. Elle exploite une raffinerie à Montréal, ce qui contribuera à accroître la capacité de raffinage de la société pétrolière nationale. On nous dit que la raffinerie en question est assez vétuste et manque de matériel industriel moderne.

En fait, nous achetons des stations-service au Québec et dans d'autres régions de l'Est de sorte que nous pourrions placer l'enseigne de Petro-Canada sur un certain nombre de ces stations afin de montrer aux Canadiens que nous avons un pied dans le secteur pétrolier.

Le ministre de l'Énergie et le président du conseil d'administration de Petro-Canada doivent nous dire pourquoi ils ont acheté cette société et en quoi cet achat aidera le gouvernement à atteindre son but.

Comme vous le savez, monsieur l'Orateur, on nous croit, à tort, opposés à la politique énergétique du gouvernement. Nous admettons tous que l'autonomie énergétique est un objectif des plus souhaitables. En fait, le discours de trône et l'exposé budgétaire de l'ancien gouvernement accordaient une place de choix à l'autonomie énergétique d'ici 1990. C'est de là que vient l'expresion. Nous voulions également canadianiser davantage le secteur pétrolier. Là où nous ne sommes plus d'accord, c'est sur la définition de la canadianisation. Dans l'esprit des gens d'en face, canadianisation veut dire étatisation à moins que le cabinet puisse dire directement à une société de la Couronne comment gérer ses affaires. Notre programme était nettement différent, car nous sommes fermement convaincus que la liberté de choix a beaucoup d'importance dans une société démocratique comme la nôtre.

Selon notre conception de la canadianisation, les citoyens canadiens devaient être propriétaires de l'industrie énergétique, et pas le gouvernement. Il y a là une distinction très importante.

● (1600)

D'autre part, en quoi cet achat permettra-t-il d'atteindre les deux objectifs importants que nous approuvons tous? M. Hopper a dit que Petro-Canada allait racheter cette société, qu'elle avait réalisé des profits importants et que tout cet

Pouvoir d'emprunt—Loi

argent servirait à financer les travaux de prospection de Petro-Canada dans le Nord et surtout, les régions inexplorées. Voyons un peu à combien se chiffrent ces bénéfices qui permettront de financer ces efforts. Je le répète, j'ai examiné les états financiers de Petrofina. Pour 1980, nous avons seulement des chiffres provisoires, mais en 1979, la société a réalisé des bénéfices de 61.587 millions de dollars, tous impôts payés. Il s'agit de ses bénéfices sur ses opérations au Canada. Cela représente une grosse somme à investir dans la prospection et la mise en valeur. La société a payé 39.441 millions de dollars d'impôts sur le revenu. Bien sûr, si nous nous contentions de racheter la société et de l'exploiter comme telle, nous pourrions ajouter cette somme aux 61 millions. Ou en fait, on devrait la déduire, car le gouvernement avait déjà 31 millions et il cherche maintenant à faire main basse sur les 61 millions que la société conservait pour elle.

Avant de nous enthousiasmer au sujet du réinvestissement de ces recettes, examinons plutôt ce qui se produira par suite de cette acquisition. Nous savons que le gouvernement ne dispose pas du 1.47 milliard de dollars nécessaire à cet achat. Il lui faudra emprunter. Si le gouvernement avait l'argent nécessaire, il ne nous aurait pas demandé l'autorisation d'emprunter 14 milliards de dollars de sources à la fois étrangères et canadiennes. Il lui faut emprunter cet argent. Même à un taux d'intérêt privilégié, auquel le gouvernement aurait certainement droit, il nous faut calculer un intérêt d'au moins 15 p. 100, et pour un emprunt de 1.47 milliard de dollars, il faut calculer un intérêt annuel et le service de la dette—tenez-vous bien, monsieur l'Orateur—de 220 millions de dollars. Voilà ce qu'il nous en coûterait la première année pour acheter cette société. Nous réalisons des bénéfices de 61 millions de dollars. Ce qui nous laisse 159 millions de dollars que nous ne pourrions pas consacrer à la recherche et au développement, l'année prochaine. Nous aurions pu nous servir de ces 159 millions de dollars—ou du moins d'un pouvoir d'emprunt équivalent—pour la recherche et le développement.

Le ministre prétend que nous ne paierons pas la somme d'un seul coup, ni maintenant ni dans un an.

Les sociétés étrangères et les multinationales dont nous parlons sont généralement installées aux États-Unis, par exemple Exxon, Standard of California, et toutes ces autres grandes multinationales qui ont fait preuve d'un si grand dynamisme sur les marchés internationaux. Cette petite société, Petrofina, a été en fait lancée par des Canadiens ici même. Ils ont dû s'adresser à la Belgique pour obtenir les fonds nécessaires à leur projet, car les banques canadiennes, le gouvernement du Canada et les établissements canadiens ne montraient aucun intérêt. On ne croyait pas à l'époque à l'avenir énergétique du Canada, et c'est pourquoi il a fallu recueillir les fonds en Belgique. La société a fini par devenir une filiale belge. Justement, les Belges n'ont pas de grand projet pour notre avenir énergétique. La Belgique est dans une situation très semblable à la nôtre. Le bilinguisme y suscite des difficultés. Les Belges en ont depuis beaucoup plus longtemps que nous, et ils n'ont pas trouvé de meilleure solution que nous. La Belgique n'est qu'un tout petit pays.